

Réflexions sur la situation en Centre-Afrique et le tribalisme

Un ami me demandait, il y a quelques jours, qu'elle était mon analyse, concernant la crise Centre-africaine et l'intervention française.

Je crois en avoir dit l'essentiel, hier, dans mon dernier article où je critiquais les nombreux Fouquier-Tinville de l'UMP et du « front de gauche » réclamant : que le Président Hollande aille à Canossa pour avoir osé plaisanter, – au détriment de la dictature de la clique FLN qui spolie politiquement, depuis 1962, le peuple algérien-, devant une auguste assemblée que d'aucuns ont profité de la circonstance pour la dénoncer en tant qu'institution « *communautariste* » (le CRIF).

Dans cet article, je revenais aussi, et principalement, sur le congrès de Berlin (1884), sur ses motifs et ses effets durables sur la structure politique du continent africain, ainsi que sur l'intervention française en Centre-Afrique.

Les tous derniers développements centre-africains me paraissent confirmer ce que je disais hier.

En effet, les nouvelles violences et les nouvelles personnes tuées, montrent bien que l'intervention française ne dispose pas des moyens militaires et politiques pour se substituer à un Etat centre-africain qui s'est liquéfié, un Etat dont les restes sont assimilés, -par la majorité non-musulmane-, aux milices musulmanes Séléka qui ont porté au pouvoir l'actuel Président Djotodia.

Ce matin, on pouvait apprendre qu'Aboscas Sabone, Conseiller du Président Michel Djododia, a déclaré, face à la persistance

et au développement de l'hostilité et de la violence parmi la majorité chrétienne du pays : « *si cela continue, nous rentrons chez nous et nous divisons le pays en deux* ».

Hier, me plaçant du point de vue du principe des nationalités, fondement et outil de la conquête de la démocratie politique en Europe, j'évoquais la décision des deux petites nationalités slaves : les Tchèques -protestants plus ou moins germanisés- et les Slovaques-essentiellement catholiques et proches des Ruthènes (les Ukrainiens occidentaux de l'ancienne Pologne, se retrouvant dans la Pologne reconstituée après 1918).

À la chute des Habsbourg, à la suite de la dislocation de l'empire austro-hongrois, les puissances vainqueurs (France, Royaume Uni et Etats-Unis) se placeront aux côtés du nationalisme Tchèque pour créer la république de Tchécoslovaquie.

Outre les Slovaques, plus proches des Ukrainiens et des Ruthènes de Pologne que des Tchèques, la création territoriale et politique des vainqueurs de 1918 incorporait les Allemands des Sudètes qui se trouvaient ainsi séparés des Allemands de l'Allemagne de la république de Weimar et de l'Autriche allemande. Le vers de l'anschluss était dans le fruit, avant qu'Hitler ne devînt Chancelier.

Le traité de Versailles ne respectait pas le principe des nationalités. Il donnera prise au nationalisme allemand aspirant légitimement à l'unité territoriale et politique de toute la nation allemande.

Après la chute du mur de Berlin et dans le sillage de la « révolution de velours », Tchèques et Slovaques se diront « au-revoir ». Les deux nationalités slaves proclameront, chacune pour elle-même, leur indépendance politique et leur Etat-nation. Aucun sang ne sera versé.

Est-ce plus mal que l'ancienne unité artificielle décidée par

d'autres ?

Ces deux Etats, de deux nationalités homogènes, exprimeront la réalité de deux petits pays limitrophes, ficelés, emmaillotés -sans leur accord- dans une même chemise étatique par la volonté extérieure des puissances qui comptaient alors.

Quand j'évoque 1884 et les décisions du Congrès de Berlin, quand je soulève la question de ces frontières établies en dehors du mouvement naturel des peuples se constituant en nationalités et en nations, quand je rapproche ces événements africains de ceux qui produiront la Tchécoslovaquie, quand je tire une leçon européenne pour l'avenir africain, on m'objecte que l'Afrique ce n'est pas l'Europe. Bien évidemment que l'Afrique ce n'est pas l'Europe. Mais ce qui est né en Europe avec la grande révolution française, et dans son sillage, est tout sauf un événement européen et une leçon purement européenne.

Pour ce qui me concerne, je crois que la raison est du côté du conseiller du Président Djotodia, pas du côté de ceux qui s'obstinent à imposer des unités politiques africaines, non voulues, à des populations qui ne se sentent pas être des communautés de destin, des populations que la langue, que la religion et que la perception des origines séparent. Je le disais hier, la minorité négro-musulmane de Centre-Afrique avait un destin politique plutôt du côté de ce qui est devenu le Tchad que de celui de celui qui est devenu la Centre-Afrique.

La puissance coloniale et le RDA (le rassemblement démocratique africain) instrumentalisé par le stalinisme et ses compagnon de route, l'une et l'autre, au nom de la lutte contre la « balkanisation », ont imposé autant d'avenirs décolonisés -fondés sur des unités nationales qui toutes préparaient autant de petites « prisons des peuples » plus ou moins policières, luttant chacune contre le « tribalisme » ou ses « vestiges »- que naîtront de nouveaux pays.

Le tribalisme, ce sont les aspirations de base du sentiment national en Afrique

En 1848, on aurait aussi pu parler du « tribalisme » de Kossuth et des Magyars (les Hongrois), du « tribalisme » de Garibaldi et des chemises rouges, combattants intransigeants de l'indépendance et de l'unité italienne. On aurait pu dénoncer, en 1918, le *tribalisme* de Pilsudski et de la majorité des socialistes polonais, qui le suivait et restera jusqu'au bout dans son parti « polonais » -qui était toujours le mouvement ouvrier politique en Pologne, jusqu'à la fusion forcée de 1945 avec le groupuscule stalinien (le PPR).

Aujourd'hui, en Europe, ce sont les tenants de l'ordre, en vérité du désordre antidémocratique, du désordre « européen », qui se mettent à fustiger le tribalisme, « gaulois » ou « germain »...

C'est au nom de la lutte contre le *tribalisme*, que les Etats artificiels, nés de l'effondrement de l'empire ottoman, combattront, par les slogans et par les armes, les mouvements nationaux kurdes. En Afrique du nord, le même problème ressurgit, avec **la question amazighe**.

Au Caire, la chute de l'état-major des « frères musulmans », l'irruption des grandes masses égyptiennes, tout cela donne enfin une réalité à ce que l'on avait appelé trop tôt « la révolution arabe ». Son «long paradoxe de février*1 s'étant enfin conclu par la chute de Morsi, puis par le départ d'Ennahda.

Une nouvelle situation, effectivement révolutionnaire, traverse de toute part le continent africain. Dans ces conditions, comme après 1918 en Europe centrale, la démocratie politique cherchera, dans ce vaste continent, à se forger ses outils communs à tous les humains : les souverainetés nationales, bases, partout, de la souveraineté politique du Peuple, quelle que soit sa couleur, sa langue et sa religion.

***1** Trotski et d'autres marxistes qualifieront de « paradoxe de février » le fait politique que la force sociale qui avait renversé le Tsar et liquidé les rapports économiques et sociaux médiévaux ne parvienne pas à prendre pour elle-même le pouvoir politique. Ayant entre ses mains, -avec le réseau des soviets et des milices ouvrières et paysannes armées-, la réalité physique du pouvoir, la classe ouvrière russe le laissa échapper, au profit d'un gouvernement provisoire formé de monarchistes et de bourgeois libéraux, tous très modérément convaincus, pour ne pas dire plus, par rapport à l'exigence d'une république démocratique.

D'un côté, à un pôle, il y avait des soviets d'ouvriers, de soldats et de paysans, élus et révocables, se développant dans tout l'empire, à l'autre pôle de l'échiquier politique et social, impuissante mais habituée à commander, une clique politique incapable de résoudre le moindre des problèmes pour la solution duquel le Peuple s'était résolument engagé dans la révolution.

La perte apparente du pouvoir, le pouvoir remis à ceux incapables de l'exercer pour résoudre quoi que ce soit pour lequel la révolution avait jailli, Trotski et les marxistes d'alors appelèrent cela : le « *paradoxe de février* ». Combien de temps durerait cette contradiction politique et sociale se demandaient-ils en même temps qu'ils œuvraient à la résoudre?

En Russie le « paradoxe » dura quelques mois. En Allemagne, avec la révolution de novembre 1918 engluée dans la république de Weimar, le paradoxe durera quatorze ans. Il se conclura par la contre-révolution nationale-socialiste. En Egypte et en Tunisie, il n'aura duré qu'un peu plus de deux ans.